

une réserve assez prudente, à laquelle ce plénipotentiaire n'a pas manqué de conformer son attitude, après la remise de la note de M. Grandi.

La France s'en est cependant tenue fermement à la position prise : quatre points ont été signifiés au chancelier autrichien :

1^o Maintien du point de vue de la France sur la validité permanente de l'article 134 du traité de Saint-Germain, en ce qui concerne le transport des armes. Cet article 134 du traité est ainsi conçu :

« L'importation en Autriche d'armes, de munitions et
« de matériel de guerre de toute sorte est formellement
« interdite. Il en sera de même de la fabrication d'armes,
« de munitions et de matériel de guerre de toutes sortes,
« à destination de l'étranger et de leur exportation. »

Il convient d'ajouter à cet article, l'article 135 du traité et le tableau V annexé, sur le maximum d'armement et d'approvisionnement en munitions autorisé :

« L'emploi de lance-flammes et celui de gaz asphyxiants,
« toxiques ou similaires, ainsi que de tous liquides, matières
« ou procédés analogues, étant prohibé, la fabrication
« et l'importation en sont rigoureusement interdites en
« Autriche.

« Il en est de même du matériel spécialement destiné
« à la fabrication, à la conservation ou à l'usage des dits
« procédés ou produits.

« Sont également prohibées la fabrication et l'impor-
« tation en Autriche de chars blindés, chars d'assaut
« (tanks) ou de tous autres engins similaires, pouvant ser-
« vir à des buts de guerre. »